

<https://ricochets.cc/L-agro-industrie-triomphe-la-lutte-paysanne-est-etouffee-par-la-repression-avec-evacuations-par-la-force-policiere-de-ses-blocages.html>



L'agro-industrie triomphe, la lutte paysanne est étouffée par la répression avec évacuations

par la force policière de ses



blocages

Date de mise en ligne : samedi 3 février 2024

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Les dirigeants de la FNSEA et le gouvernement macroniste signent une nouvelle défaite et de nouveaux reculs pour l'agriculture et l'écologie.

La Conf et ses soutiens, certains syndiqués FNSEA déçus et des non syndiqués, veulent continuer la protestation car sur le fond rien n'a bougé, mais la répression policière évacue par la force les points de blocage restants.

Des aides temporaires et insuffisantes, des reculs sur les pesticides et les possibilités de recours contre des projets possiblement néfastes, du déclaratif sur l'expression floue de « souveraineté alimentaire », des promesses concernant l'application stricte de la loi Egalim (qui est insuffisante et contournée allègrement par les gros distributeurs)...., mais rien de ferme contre le libre échange ou pour garantir un revenu et une protection sociale décentes aux paysans et paysannes.

L'agro-industrie, les lobbies des pesticides, les gros agriculteurs productivistes et managers (type président de la FNSEA) sont gagnants. Les paysans, petits agriculteurs, apiculteurs, tous ceux qui essaient de respecter la nature et notre nourriture, citoyens, écologistes sont largement perdants.

Cette « magouille » sinistre va-t-elle recomposer les luttes agricoles et leurs objectifs ? Vers des alliances et des objectifs plus larges ?

Que vont faire les très nombreux déçus et floués par cette complicité FNSEA/gouvernement ?



L'agro-industrie triomphe, la lutte paysanne est étouffée par la répression avec évacuations par la force policière de ses blocages

4 samedi 03 février : LES BLOCAGES PAYSANS EXPULSÉS PAR LES FORCES DE L'ORDRE

« On envoie pas les CRS contre des gens qui souffrent » avait promis Gérald Darmanin le 22 janvier, lorsque la FNSEA saccageait des préfectures et des bâtiments administratifs. En réalité, cette promesse ne s'appliquait qu'aux agriculteurs de droite et d'extrême droite qui défendent le productivisme.

Depuis plusieurs jours, des blocages paysans ont lieu devant les plateformes logistiques de la grande distribution pour dénoncer les réels responsables du mal-être paysan : le néolibéralisme et les grandes firmes commerciales qui

exploitent les agriculteurs en les forçant à baisser toujours plus leurs prix pour faire toujours plus de profits.

Pour Darmanin et Macron, ces paysans-là, ceux qui dénoncent le capitalisme, ne « souffrent » pas. En tout cas, pas pareil. Ce samedi matin, des escadrons de gendarmes ont été envoyés pour déloger les blocages de la SCA Ouest près de Nantes, la grande centrale d'achat de Leclerc, et de Saint-Quentin-Fallavier, près de Lyon, où se trouve un péage et la plus grande plateforme logistique de France.

Pendant que le lobby de l'agro-industrie triomphe après avoir obtenu le droit d'utiliser toujours autant de pesticides - ce qui ne règle rien au mal-être de la profession et continue d'empoisonner ceux qui travaillent la terre -, la lutte paysanne est étouffée par la répression.

S'attaquer aux intérêts de ceux qui causent réellement la souffrance du monde agricole est interdit. Mais le mouvement n'a pas dit son dernier mot...



L'AGRO-INDUSTRIE INCOMPATIBLE AVEC LE « RÉARMEMENT DÉMOGRAPHIQUE »

Depuis sa réélection, Macron assume chaque jour davantage une ligne politique néofasciste. À tel point qu'il est pris dans une contradiction entre plusieurs mesures d'extrême droite.

; **C'était le slogan du début d'année : le « réarmement démographique ».** Macron annonce son intention de « relancer la fertilité » en France avec un langage militaire très inquiétant : le corps des femmes est vu par ce gouvernement comme une arme de guerre. Il s'agit de produire de la chair à canon, en niant totalement la liberté des femmes à disposer de leur corps, à choisir d'avoir ou pas un enfant. En plus, les politiques de Macron sont largement responsables de l'absence d'envie ou de possibilité d'avoir des enfants : baisse des salaires, explosion des prix, absence de perspectives, effondrement écologique, casse des protections sociales qui permettaient de fonder une famille... Il faudrait commencer par arrêter les politiques néolibérales avant de jouer au chef de guerre.

; **En même temps, Macron fait tout pour faire plaisir au lobby des pesticides.** Il est revenu plusieurs fois sur ses promesses de baisser leur usage. Il n'a pas arrêté de faire des cadeaux à l'agro-industrie et a littéralement

nommé au Ministère de l'agriculture un lobbyiste de l'industrie des pesticides. Alors qu'un énorme mouvement d'agriculteurs réclame un revenu digne et l'arrêt du libre-échange, il vient de garantir à nouveau la possibilité d'utiliser massivement des engrais chimiques pour faire plaisir à la FNSEA.

Sauf que les pesticides, justement, ne se contentent pas de détruire les sols, de faire disparaître la biodiversité des campagnes et d'empoisonner nos assiettes. Ils sont largement responsables de l'infertilité. Des produits comme le glyphosate, présents dans quasiment tous les organismes, perturbent les hormones et les cycles reproducteurs. Y compris chez les humains.

Macron est donc tiraillé : faut-il faire des clin d'oeil à l'extrême droite nataliste ou céder à l'agro-industrie ? Plutôt écocide ou chair à canon ? Il n'a pas encore choisi. C'est le « en même » temps combiné au « toujours pire ».

(posts de Contre Attaque)



L'agro-industrie triomphe, la lutte paysanne est étouffée par la répression avec évacuations par la force policière de ses blocages

“ ALERTE ” - samedi 02 février midi

nB Expulsion en cours du blocage des paysannes et des paysans, qui bloquait depuis mardi le péage St Quentin de Fallavier (38), desservant la première zone logistique de France, emblématique du libre-échange qui ruine notre agriculture depuis des décennies !

!Un deux poids, deux mesures insupportable alors que nos revendications pour le revenu paysan est plus que légitime !

Seul le réseau des Confédération paysanne ne se résout pas aux annonces gouvernementales, insultantes pour le monde paysan, et surtout qui ne changent rien structurellement pour les paysannes et les paysans et va continuer à les maintenir, grâce à des mesures d'urgence, dans un système inégalitaire dont ils seront les dindons de la farce !

On maintient la pression, dès lundi à Lyon, place Bellecour, 8h, pour soutenir les apiculteurs, action coorganisée avec la Fédération Française des Apiculteurs Professionnels - FFAP

L'apiculture est emblématique des dégâts du libre-échange en agriculture : les apiculteurs ont (pour une fois) fait une belle saison en 2023 mais se retrouvent avec leur miel sur les bras... impossible pour eux de le vendre alors que du miel est importé à 2 euros le kilo !

De plus, la sortie du plan ecophyto est une catastrophe pour les apiculteurs et les apicultrices !

ON LACHE RIEN

#AgriculteursEnColere

#ApiculteursEnColere

(post de Confédération Paysanne Auvergne-Rhône-Alpes)

► Des communiqués de la Conf' :

- 02-02 : [Faute de réponse sur le revenu paysan, la Confédération paysanne appelle à poursuivre la mobilisation](#)

- La question fondamentale du revenu n'étant toujours pas prise à bras le corps par le gouvernement, la Confédération paysanne appelle à poursuivre la mobilisation. Rien de concret sur le revenu, c'est bien le drame de ces annonces face à une telle mobilisation. Annoncer le « renforcement de la loi Egalim » est une vaste fumisterie. Six ans que cette loi a été votée et le problème serait le manque de contrôle ! Ce qu'il faut c'est l'interdiction d'achat en-dessous du prix de revient de nos produits agricoles. Ce que ne permet pas la loi Egalim. Pas de remise en cause réelle du libre-échange mais une énième annonce de clauses miroirs promises depuis des années mais qui n'empêchera pas les ravages du libéralisme. Quant au Mercosur**, le Premier ministre se contente de redire que la France ne le signera pas « en l'état », alors que ce qu'il faut pour protéger les agricultrices et agriculteurs français comme européens c'est stopper les négociations en cours. Le Premier ministre ne dit rien des autres accords de libre-échange dans les tuyaux (Nouvelle-Zélande, Kenya, Chili) et sans clauses miroirs ! (...)

- 31-01 : [Revenu paysan : la Confédération paysanne occupe 5 sites de plateforme logistique](#) - Les paysannes et paysans mobilisés bloquent désormais cinq sites en lien avec des plateformes logistiques : en Loire-Atlantique, Isère, Vaucluse et aujourd'hui dans les Bouches-du-Rhône et le Cher. Ces blocages se poursuivent ce soir et de nouvelles mobilisations sont prévues ce jeudi 1er février et les jours suivants.



L'agro-industrie triomphe, la lutte paysanne est étouffée par la répression avec évacuations par la force policière de ses blocages

áRESISTANCE PAYSANNE ááá

#AgriculteursEnColere

#Blocage #A43

On résiste. Mais combien de temps ? Les forces de l'ordre seront-elles aussi clémentes avec nous qu'avec la FNSEA ?

œPour rappel, la Confédération Paysanne Auvergne-Rhône-Alpes occupe depuis mardi 30 janvier le péage stratégique de St Quentin Fallavier (20 km à l'Est de Lyon), qui achalande la plus grande zone logistique de France. !Et contrairement aux traitres de la FNSEA (oui, on est en colère !), les annonces faites hier ne nous satisfont pas du tout du tout !

LAucune avancée sur le revenu paysan. Il faudra un n-ième plan de soutien dans 1 an. Et dans 2 ans. Ça coutera un pognon de dingue sans rien résoudre... On veut des prix, pas des aides !

LAucune ambition de sortie des accords de libre-échange qui ruine notre agriculture depuis des décennies. On ne sera jamais compétitifs face à des ouvriers agricoles marocains payés 1 euro de l'heure !

LL'élevage, les fruits et légumes, l'apiculture, complètement abandonnés

LDes reculs inadmissibles sur les pesticides, les OGM, l'eau, la biodiversité... alors que

1 á La nature est notre premier outil de travail à nous, paysannes et paysans et nous sommes les premières victimes du dérèglement climatique.

2 á Il faut être naïf pour croire qu'on pourra être compétitifs en abaissant quelques normes. Le miel importé à 2 euros le kilo alors que les apiculteurs français ont leurs fûts pleins, voilà le problème ! idem en fruits et légumes.

3 á Nous en avons marre de devoir choisir entre notre revenu et notre santé, notre revenu et la préservation de la nature.

4 á On donne une image déplorable aux consommateurs-trices alors qu'on avait leur sympathie, ce qui ne fera qu'accentuer le malaise agricole.

áON RENFORCE LA MOBILISATIONá

âON LÂCHE RIEN

úReportage : JT France 2 : <https://fb.watch/pZVoH9iLoZ/>

► (post de [Confédération Paysanne Auvergne-Rhône-Alpes](#), le vendredi 02 février)

**Ils mondialisent
on relocalise !**



GRAND MARCHÉ PAYSAN

DIMANCHE 4 FÉVRIER - 9H-16H
GARE DE PÉAGE DE SAINT-QUENTIN-FALLAVIER

SUITE AUX NOUVELLES ANNONCES DU GOUVERNEMENT, NOUS AVONS PRIS LA DÉCISION DE CONTINUER DE BLOQUER LE PÉAGE DESSERVANT LA PREMIÈRE ZONE LOGISTIQUE DE FRANCE.

EN EFFET, DANS CES ANNONCES, RIEN N'EST SATISFAISANT !

REJOIGNEZ-NOUS !



A PROXIMITÉ DE L'ENTREPÔT PAREDES
ST QUENTIN-FALLAVIER.
POINT GPS :
45.63200001392111, 5.116487383159904

Paysan-nes, venez vendre vos produits !

CONTACT : MÉRYL, CONIF 38 : 07 49 58 71 78



Confédération paysanne
Auvergne-Rhône-Alpes
Syndicat pour une agriculture paysanne et le bien-être de ses travailleurs.



L'agro-industrie triomphe, la lutte paysanne est étouffée par la répression avec évacuations par la force policière de ses blocages

àBLOCAGE EN COURSá

áJ4 ! Voici 4 jours que nous avons démarré le blocage du péage de St Quentin Fallavier (20 km de Lyon) qui dessert la plus grande zone logistique de France !

Et on n'es pas prêt de s'arrêter, tant les annonces du gouvernement hier nous mettent en colère.

LAucune avancée structurelle sur le revenu paysan. Il faudra un n-ième plan de soutien dans 1 an. Et dans 2 ans. Ca coutera un pognon de dingue sans rien résoudre... On veut des prix, pas des aides !

LAucune ambition de sortie des accords de libre-échange qui ruine notre agriculture depuis des décennies

LL'élevage, les fruits et légumes, l'apiculture, complètement abandonnés

LDes reculs inadmissibles sur les pesticides, les OGM, l'eau, la biodiversité... alors que

1 à La nature est notre premier outil de travail à nous, paysannes et paysans et nous sommes les premières victimes du dérèglement climatique.

2 à Il faut être naïf pour croire qu'on pourra être compétitifs en abaissant quelques normes. Le miel importé à 2 euros le kilo alors que les apiculteurs français ont leurs fûts pleins, voilà le problème ! idem en fruits et légumes. On ne pourra jamais s'aligner sur les salaires du Maroc ou du Kenya, alors qu'un nouvel accord de libre-échange est dans les tuyaux.

3 à Nous avons marre de devoir choisir entre notre revenu et notre santé, notre revenu et la préservation de la nature.

4 à On donne une image déplorable aux consommateurs-trices alors qu'on avait leur sympathie, ce qui ne fera qu'accentuer le malaise agricole.

Cette colère, nous la canalisons en renforçant notre lutte.

Partout, des messages de soutien affluent et nous font chaud au cœur. Merci ! Vraiment ! C'est grâce à vous que l'on tient !

Vous pouvez nous soutenir en

strie triomphe, la lutte paysanne est étouffée par la répression avec évacuations par la force policière de

venant sur le lieu du blocage, notamment ce dimanche 4 février où nous organisons un grand marché paysan
continuant les blocages partout si vous êtes paysan
adhérant à la Conf !
faisant un don sur

<https://www.helloasso.com/associations/confederation-paysanne-auvergne-rhone-alpes/formulaires/1>

Cela nous servira à imprimer des tracts, acheter du gazole pour le groupe électrogène etc.

ON LACHE RIEN !

(post de [Confédération Paysanne Auvergne-Rhône-Alpes](#), le vendredi 02 février)



L'agro-industrie triomphe, la lutte paysanne est étouffée par la répression avec évacuations par la force policière de ses blocages

**« Ce soir, il se passe quelque-chose sur le camp !....
c'est fou ! »**

)Belle affluence et belle ambiance ! Ça afflue de partout et nos réseaux sociaux s'affolent. On adore !

JOn est deters à tenir jusqu'à lundi. On va le faire !

œVoilà 2 jours que la Confédération Paysanne Auvergne-Rhône-Alpes bloque ce lieu symbolique et stratégique de la barrière de péage de St Quentin Fallavier, qui dessert la plus grande base logistique de France

Nous exigeons :

la sortie de tous les accords de libre-échange

des prix minimums d'entrée sur le territoire français

des prix strictement au dessus de nos coûts de production

¶ C'est à cette seule condition que pourra s'opérer la transition agro-écologique dont nous avons tous besoin.

1 §LA NATURE EST NOTRE PREMIER OUTIL DE TRAVAIL ET NOUS SOMMES LES PREMIERES VICTIMES DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

à Venez nous rejoindre ! à

#AgriculteursEnColere

#AgricultricesEnColere

Soutien aux paysan.ne.s du blocage de St Quentin Fallavier

La Confédération paysanne d'Auvergne Rhône Alpes a mis en place une cagnotte pour soutenir le blocage de Saint Quentin Fallavier !

> [Cliquez ici pour contribuer](#). Merci pour votre soutien !

► Plus d'infos : <https://mailchi.mp/6ceb4671e0fa/info-conf-drme-5-octobre-13956120?e=d4bb11454d>

► vidéo : <https://fb.watch/pZVq4KvGP2/>

(post de Confédération Paysanne Auvergne-Rhône-Alpes, le jeudi 1er février)

LE GOUVERNEMENT ABANDONNE LA LUTTE
CONTRE LES PESTICIDES. LA FNSEA APPELLE
À SUSPENDRE LES BLOCAGES



L'agro-industrie triomphe, la lutte paysanne est étouffée par la répression avec évacuations par la force policière de ses blocages

Divers

- [PAC, libre-échange : en Europe, la droite vote contre les paysans](#) - Depuis le début du mouvement des agriculteurs, droite et extrême droite ne cessent de leur clamer leur soutien. Pourtant, au Parlement européen, ils ont voté en faveur de la PAC sans s'opposer aux accords de libre-échange.
- [Abadie et les maires de l'Agglo se foutent de la gueule des agriculteurs. Et ça marche !](#) - Caroline Abadie vient jouer aux boules avec les agriculteurs qui bloquent l'autoroute à Chasse sur Rhône et les élus de l'agglomération Vienne Condrieu votent une motion pour les soutenir.
- [Didier Gadea, syndicaliste du Modef : « Il faut encourager les gens à se joindre à la lutte agricole »](#) - L'agriculture traverse des défis économiques et sociaux sans précédent, les voix se lèvent pour témoigner des réalités souvent méconnues du grand public. Didier Gaeda, agriculteur engagé au sein du Mouvement de Défense des Exploitants Familiaux, apporte un éclairage sur les enjeux auxquels sont confrontées les petites entreprises agricoles aujourd'hui. Pour lui, les mobilisations agricoles en cours dévoilent les causes profondes

du mécontentement et le besoin urgent de régulation des prix pour assurer une juste rémunération des producteurs tout en préservant le pouvoir d'achat des consommateurs.

- [Céréales, légumes... Les Français surexposés au cadmium](#) - Omniprésent dans notre environnement, il est pourtant méconnu du grand public. En pleine crise agricole, l'association Santé Environnement France rappelle les dangers liés au cadmium. Ce métal lourd est présent dans les sols, les engrais azotés de synthèse et donc dans nos assiettes. Après le tabac, l'alimentation constitue la principale source d'exposition au cadmium via les céréales, légumes, racines et tubercules.
- [Les paysans anti-FNSEA continuent les blocages](#) - Des paysans bloquent depuis le 29 janvier la centrale d'achat de E.Leclerc du Grand-Ouest. Tandis que la FNSEA appelait à lever ses blocages après les annonces du gouvernement, eux ne comptaient pas en rester là.
- [Colère des vignerons : « Le vrai souci, c'est le changement climatique »](#) - Cause majeure de la crise agricole, le changement climatique est pourtant peu abordé par les manifestants. Sécheresse, inondations... Ces vignerons occitans racontent leur désarroi et leurs craintes pour l'avenir.
- [Arrêt d'Écophyto, aides : les mesures du gouvernement pour apaiser les agriculteurs](#) - Le gouvernement a annoncé le 1er février des mesures pour apaiser les agriculteurs. Le plan Écophyto, visant à réduire les pesticides, a notamment été mis en pause. « Un recul inacceptable » pour les écologistes.
- [« Virile », anti-écologique, protectionniste... Que défend la Coordination rurale ?](#) - La Coordination rurale ne goûte pas les normes environnementales, défend le protectionnisme et une vision identitaire des paysans. Portrait d'un syndicat agricole aux valeurs compatibles avec l'extrême droite.
- Sur le Monde : *Si « réarmement agricole » il y a, c'est surtout d'un « réarmement chimique » de l'agriculture qu'il est question. A l'heure où l'infertilité et les maladies chroniques s'envolent dans la population générale, où environ un tiers des foyers français reçoivent au robinet une eau non conforme aux critères de qualité pour cause de métabolites de pesticides, où sans doute plus de 80 % de la biomasse d'insectes volants et 60 % des oiseaux des champs ont disparu en quarante ans, on se plaît à imaginer le fou rire nerveux d'hypothétiques historiens qui chercheraient, dans les prochaines décennies, à décrire et surtout comprendre la logique de ce qui se produit ces jours-ci.*

% CE MATIN - ACTION COUP DE POING %

Ce matin, on était une soixantaine avec la Confédération Paysanne de Haute-Savoie à viser directement la grande distribution, en occupant le Carrefour avenue de Genève à Annecy.

Action ETIQUETAGE et DE-RAYONNAGE : les produits qui ne sont ni de saison ni locaux (tomates en hiver, fraude sur le miel, fromage à tartiflette contrefaçon...) ne devraient pas avoir leur place dans nos rayons !

Installation d'un MARCHÉ PAYSAN SAUVAGE, afin de mettre en avant les paysan.nes du territoire, ainsi que leurs productions et savoir-faire !

Nous exigeons une sortie du libre-échange, et des prix juste et rémunérateurs !!!

4NE LÂCHONS RIEN, RDV SAMEDI SUR LE PÂQUIER (ANNECY) !!!!4

(post de Confédération Paysanne de Haute-Savoie le 2 février)



L'agro-industrie triomphe, la lutte paysanne est étouffée par la répression avec évacuations par la force policière de ses blocages

Les agriculteurs toujours aussi pauvres, mais avec plus de pesticides

Sans grande surprise, la FNSEA a obtenu ce qu'elle voulait du gouvernement et rentre désormais à la maison. Les annonces d'aujourd'hui feront le plus grand plaisir aux gros exploitants, qui pourront utiliser toujours plus de phyto, au détriment de l'environnement, de notre santé, et de celle des ouvriers qui bossent sur leurs exploitations.

Pendant ce temps, aucune ébauche de solution concrète n'a été apportée aux difficultés qu'éprouve le reste du secteur agricole. **Comme si quelques contrôles en plus allaient subitement faire plier la grande distrib et les leaders de l'agro-industrie qui s'en mettent plein les foulles.**

Loin des caricatures que certains se plaisent à dresser de ce mouvement. Il y a chez les personnes mobilisées nombre de travailleur-euses du monde agricole qui ne demandent qu'à vivre dignement de leur métier.

Nombreux sont ceux qui ne demandent qu'à être accompagnés dans la sortie d'un modèle qu'ils savent nuisible, pour eux comme pour l'environnement.

Pourtant, l'Etat et les syndicats majoritaire n'en ont que faire. Le profit avant la santé et l'environnement !

Pourtant, des revendications simples et concrètes dont l'impact se serait rapidement fait sentir, il y en a. Et nous devons continuer de les défendre.

De même que nous devons militer pour la mise en place d'une transition sur le long terme, avec pour ambition l'adoption d'un modèle agricole viable. Viable pour l'environnement, viable pour les consommateurs, et viable pour les exploitants.

Nombreux sont ceux qui souhaitent voir se mouvement se poursuivre, qu'il s'agisse de la Confédération Paysanne, de travailleurs non-syndiqués, ou même d'exploitants ayant leur carte à la FNSEA, qui ne peuvent se satisfaire de telles mesures. Soyons à leurs côtés.

On emmerde le narratif du gouvernement et des connards de bureaucrates de la FNSEA, qui se plaisent à

opposer agriculture et écologie. Un autre modèle est non seulement possible, mais surtout nécessaire. Et c'est à nous de le défendre.

Mais nous n'irons nulle part si nous ne parlons pas au secteur de l'agriculture conventionnelle. Cette transition vers un modèle plus viable doit se faire en concertation avec les acteurs du monde agricole, sans quoi nous n'irons nulle part.

Et ne nous y trompons pas, les vrais responsables sont l'Etat, qui refuse de prendre ses responsabilités, et les bureaucrates de la FNSEA et compagnie qui exploitent la misère des gens pour satisfaire leurs intérêts.

(post de CND)

Le blocage de l'A43 à St Quentin Fallavier continue avec la Conf

► infos, contacts, accès, covoit :

<https://mailchi.mp/12a7aa3f53b3/grosse-mobilisation-mardi-17644388?e=d4bb11454d>

« Ce soir, il se passe quelque-chose sur le camp !.... c'est fou ! »

)Belle affluence et belle ambiance ! Ça afflue de partout et nos réseaux sociaux s'affolent. On adore !

JOn est deters à tenir jusqu'à lundi. On va le faire !

œVoilà 2 jours que la Confédération Paysanne Auvergne-Rhône-Alpes bloque ce lieu symbolique et stratégique de la barrière de péage de St Quentin Fallavier, qui dessert la plus grande base logistique de France

Nous exigeons :

la sortie de tous les accords de libre-échange

des prix minimums d'entrée sur le territoire français

des prix strictement au dessus de nos coûts de production

¶ C'est à cette seule condition que pourra s'opérer la transition agro-écologique dont nous avons tous besoin.

1 §LA NATURE EST NOTRE PREMIER OUTIL DE TRAVAIL ET NOUS SOMMES LES PREMIERES VICTIMES DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

áVenez nous rejoindre ! á

#AgriculteursEnColere

#AgricultricesEnColere

(post de Confédération Paysanne Auvergne-Rhône-Alpes, le jeudi 1er février)

CARTE DES BLOCAGES DE LA GRANDE DISTRIBUTION



L'agro-industrie triomphe, la lutte paysanne est étouffée par la répression avec évacuations par la force policière de ses blocages

À GRANDE DISTRIBUTION : LA CARTE DES BLOCAGES

La Confédération Paysanne a listé 6 blocages de zones logistiques en cours ce jeudi soir :

- ; La plateforme de Carrefour à Bourges dans le département du Cher.
- ; La plateforme Leclerc à Cabannes dans les Bouches-du-Rhône.
- ; La plateforme Aldi à Cavillon dans le Vaucluse. La presse locale écrit : « environ 160 camions transitent chaque jour par cette plateforme. La direction régionale d'Aldi craint une pénurie dans certains magasins de la région ».
- ; La plateforme Leclerc à Saint-Étienne de Montluc en Loire-Atlantique, qui ravitaille les grandes surfaces de tout le grand ouest.
- ; La plateforme de Saint-Quentin Fallavier dans l'Isère : la plus grande plateforme logistique de France, située près du péage dans la même commune.
- ; La plateforme Leclerc de Ruffec en Charente qui alimente 97 magasins.

Ces blocages visent juste. Alors que la FNSEA détourne l'attention en faisant croire que « les écologistes » seraient responsables du mal-être des agriculteurs, c'est bien la grande distribution et le capitalisme qui étranglent le monde paysan et arnaque les acheteurs. Rejoignez les blocages près de chez vous.

Le pouvoir est logistique, bloquons tout.



L'agro-industrie triomphe, la lutte paysanne est étouffée par la répression avec évacuations par la force policière de ses blocages

4 PRÈS DE NANTES : REJOIGNEZ LE BLOCAGE DE LA CENTRALE D'ACHAT LECLERC

- Le blocage le plus festif de France est en cours en Loire-Atlantique -

C'est un point hautement stratégique situé dans la commune de Saint-Etienne-de-Montluc : la centrale d'achat Leclerc, la SCA Ouest - Société Coopérative d'Approvisionnement de l'Ouest. Cette plate-forme fournit 49 grands magasins et 72 drives Leclerc de Bretagne et des Pays de la Loire.

Depuis trois jours, le blocage est en cours à l'initiative de centaines de paysans. La nuit dernière, des sons crachant de la musique accompagnaient un repas partagé, le tout éclairé par des guirlandes lumineuses et des boules à facettes. Des paysans anti-productivistes, des syndicalistes CGT, la jeunesse nantaise ensemble pour exiger un revenu paysan digne, la fin des accords de libre-échange et la sortie du néolibéralisme en bloquant un endroit stratégique des exploiters.

Pour être efficace, ce blocage doit impérativement tenir dans la durée. Un huissier a été dépêché sur place pour annoncer une possible expulsion policière. Il est donc vital d'aller renforcer cette action ce soir et les prochains jours.

Après la fin de la pièce de théâtre entre la FNSEA et le gouvernement, le pouvoir est tenté de sonner le dernier acte. C'est le moment de construire un mouvement puissant et unitaire entre les mondes paysans, ouvrier, de la jeunesse et des luttes écologistes

·
j Saint-Etienne-de-Montluc, c'est à une vingtaine de minutes de Nantes en voiture et accessible en train. Venez nombreuses et nombreux relayer celles et ceux qui tiennent depuis plusieurs nuits.



L'agro-industrie triomphe, la lutte paysanne est étouffée par la répression avec évacuations par la force policière de ses blocages

? TOURS : LE MOUVEMENT PAYSAN CIBLE UN SPÉCULATEUR EN PRODUITS AGRICOLE

Le 1er février, une action paysanne joyeuse, créative et déterminée a eu lieu dans la ville de Tours. La Confédération Paysanne appelait à se réunir pour exiger un revenu digne pour tou-tes les paysan-nes et la sortie des accords de libre-échange.

Plus de 200 personnes paysannes, syndiquées, gilets jaunes, amies et soutiens ont répondu à l'appel, en musique, avec de la paille, de la colle, des affiches, pancartes et slogans vers un lieu tenu secret.

Cette action surprise a réussi à déjouer un barrage de CRS déployé pour bloquer la route : après avoir encerclé les policiers, le cortège a pu avancer avec un tracteur et un camion jusqu'à l'entreprise Montenay, une société de Courtage en matière agricole. En clair : ceux qui s'enrichissent en spéculant sur la production des agriculteurs.

Ce sont ces entreprises qui créent des bulles spéculatives sur des denrées de base, comme le blé ou le lait, et provoquent de l'inflation alimentaire, ou au contraire font baisser les cours en fonction de la situation et étranglent les agriculteurs. Comme les agro-industriels et la grande distribution, Montenay fait partie du problème.

Les ennemis des agriculteurs ne sont pas les écologistes ou la réduction des pesticides mais bien les traders, banquiers et industriels

Des paysan-nes ont réussi à rentrer dans les bureaux de l'entreprise pour y récupérer symboliquement une chaise et coller des centaines d'affiches sur les murs du bâtiment. La plaque a même été dévissée et remplacée par de la paille, de la farine et du lait.

La Confédération Paysanne 37 raconte : « Dehors la cantine sert la bière paysanne et des tartines pour encourager le collage. Soudain un banquier en profite pour passer la corde autour du coup d'une paysanne ! Mais plus déter que jamais nous ne les laisserons pas continuer à faire du profit sur nos vies ».

Cette action, réussie en tous points, démontre que les ennemis des agriculteurs ne sont pas les écologistes

ou la réduction des pesticides mais bien les traders, banquiers et industriels. Elle pourrait en inspirer d'autres...



L'agro-industrie triomphe, la lutte paysanne est étouffée par la répression avec évacuations par la force policière de ses blocages

LE GOUVERNEMENT OUVRE LE ROBINET À PESTICIDES, LA FNSEA APPELLE À ARRÊTER LES BLOCAGES

- Les agriculteurs se battent pour un revenu digne et la fin du libre échange, Macron répond par un cadeau au lobby des engrais chimiques -

Le scénario était écrit depuis le début par le gouvernement, la FNSEA et le lobby des pesticides. Il vient de trouver sa conclusion aujourd'hui.

Alors que le mouvement des agriculteurs monte en puissance et que les blocages se comptent par dizaines, paralysant une grande partie du pays, le Premier ministre vient d'annoncer une « enveloppe » pour les éleveurs et la mise « en pause » du plan Ecophyto. De quoi s'agit-il ? Le plan « Ecophyto 2030 » présenté en octobre prévoyait une baisse de 50% de l'utilisation des pesticides, une mesure qui avait été plusieurs fois repoussée malgré les promesses de Macron. Une baisse prévue pour la fin de la décennie, pas vraiment renversant. **L'arrêt de ce plan est donc un recul écologique majeur et un énorme cadeau au lobby des pesticides. Et le pire, c'est que cela ne changera rien aux problèmes des agriculteurs !**

Pourtant, la FNSEA et son antenne, les Jeunes Agriculteurs, qu'on voit quotidiennement à la télévision, ont immédiatement appelé à suspendre les blocages. Ces deux syndicats majoritaires du monde agricole se disent « satisfaits » des annonces et appellent les agriculteurs mobilisés à arrêter leurs actions.

C'est une formidable escroquerie. Le néolibéralisme met les agriculteurs français en concurrence avec ceux de Nouvelle-Zélande et d'Amérique Latine. La grande distribution étrangle les agriculteurs en baissant leurs prix pour augmenter ses marges. Le changement climatique menace la possibilité même de cultiver. Les lobbys des pesticides n'empoisonnent pas que la terre, mais aussi ceux qui la cultivent. Contrairement à ce que répète la FNSEA et les médias, le problème des agriculteurs ce ne sont pas « les écolos » mais tout cela.

La Confédération paysanne écrit sa colère : « Quel détournement de ce qui est demandé sur le terrain ! Donc on va poursuivre dans la dégradation de la santé des paysan-nes, de nos sols et de notre environnement. Et on va continuer à engraisser les multinationales des fabricants de pesticides... Scandale ».

Le ministre de l'agriculture Marc Fesneau et le patron de la FNSEA Arnaud Rousseau partagent les mêmes intérêts, ils ont la même vision du monde

Ce qui se passe aujourd'hui donne l'impression d'une mise en scène. En effet, Macron n'attendait qu'un prétexte pour reculer sur les pesticides. Le ministre de l'agriculture Marc Fesneau et le patron de la FNSEA Arnaud Rousseau partagent les mêmes intérêts, ils ont la même vision du monde. Celle de l'agro-industrie, du profit et des mégabassines.

D'un côté, Fesneau est un militant acharné des produits chimiques et de l'agriculture intensive. En mai dernier, ne sachant pas qu'il était filmé, il avait ricané en disant à une interlocutrice à l'Assemblée « T'as vu, j'ai dit du bien des pesticides ! » Ces gens sont des empoisonneurs, et ils en sont fiers. En septembre la Commission européenne renouvelait pour 10 ans l'autorisation du glyphosate, désherbant toxique, avec l'appui de ce Ministre.

Quant à Arnaud Rousseau, le chef de la FNSEA, c'est un manager multimillionnaire qui possède 700 hectares de terres et spéculé sur les produits agricoles. Il fait partie de ceux qui étranglent les petits agriculteurs. Ces deux individus n'ont aucun intérêt commun avec les petits paysans qui bloquent les routes et les centrales de grande distribution.

Ce qui se joue aujourd'hui est une donc grande clarification. La FNSEA travaillait depuis le début avec Macron pour faire sauter une maigre mesure écologique. Et maintenant ?

Soit le mouvement se poursuit sans la FNSEA, avec des mots d'ordre clairs, en faveur des salaires, contre le néolibéralisme et la grande distribution. Soit la majorité des agriculteurs rentrent chez eux en laissant les dernières actions de blocage isolées et ils se feront déloger par la police assez facilement.

Il est donc crucial d'aller soutenir immédiatement et en masse les actions initiées par la Confédération Paysanne et les agriculteurs indépendants qui continuent de tenir.

- ▶ La Conf appelle à durcir le mouvement le 02 février : <https://www.facebook.com/reel/907610650995902>

êû BRUXELLES : LES AGRICULTEURS ASSIÈGENT LE PARLEMENT EUROPÉEN

Ce jeudi 1er février, à l'aube, des centaines de tracteurs sont entrés dans Bruxelles, capitale de l'Union Européenne, et se sont rendus devant le Parlement Européen. C'est aujourd'hui que se tient un sommet des dirigeants de l'Union.

Les agriculteurs exigent notamment l'arrêt immédiat des négociations sur le Mercosur, un traité de libre-échange qui va mettre encore plus en concurrence les paysans européens avec ceux du reste du monde, et plus généralement la suspension des accords de libre-échange liés à l'agriculture.

Le cœur du pouvoir européen est assiégé. Il n'est pas encore midi et la situation est déjà très tendue : des barricades et des feux sont allumés sur la place, la police réplique avec du gaz et des lances à eau pour protéger le bâtiment. Une pancarte contre le despotisme est hissée dans un concert de klaxons. La journée risque d'être longue pour les dirigeants !

- ▶ vidéo : <https://fb.watch/pZWpfosP5/>



L'agro-industrie triomphe, la lutte paysanne est étouffée par la répression avec évacuations par la force policière de ses blocages

RÉVOLTE DES AGRICULTEURS : UN TERRAIN DE PÉTANQUE SUR L'AUTOROUTE

C'est la belle initiative du jour. Ce mercredi 31 janvier, les agriculteurs qui bloquent l'autoroute A7 au niveau de la commune de Chasse-sur-Rhone, au sud de Lyon, ont décidé de construire un terrain de pétanque à la place du bitume.

Non loin de là, à Grenoble, le blocage permet aux promeneur de venir se balader sur l'autoroute déserte, de faire du vélo, de la trottinette, des pique-niques ou de dessiner sur le sol.

À Quimper, des agriculteurs ont même désartificialisé une portion de route, en la remplaçant par un champ, avec de la terre posée par dessus l'asphalte.

Comme à l'époque des Gilets Jaunes, les endroits les plus inhospitaliers qui soient, c'est-à-dire les autoroutes, les ronds-points et les péages, deviennent des lieux de vie, de rencontre et de jeux.



L'agro-industrie triomphe, la lutte paysanne est étouffée par la répression avec évacuations par la force policière de ses blocages

APPEL DES SOULÈVEMENTS DE LA TERRE SUR LE MOUVEMENT AGRICOLE EN COURS

Via Les soulèvements de la terre

Voilà une semaine que le monde agricole exprime sa colère au grand jour et en acte : celui d'un métier devenu quasiment impraticable, croulant sous la brutalité des dérèglements écologiques qui s'annoncent et sous des contraintes économiques, normatives, administratives et technologiques asphyxiantes.

Alors que les blocages se poursuivent un peu partout, nous soumettons quelques mises au point sur la situation depuis le mouvement des Soulèvements de la terre.

Nous sommes un mouvement, d'habitant-es des villes et des campagnes, d'écologistes et de paysan-nes, installé-es ou en installation. Nous refusons la polarisation que certains essaient de susciter entre ces mondes. Nous avons fait de la défense de la terre et de l'eau notre point d'entrée et d'ancrage. Ce sont les outils de travail des paysans et des milieux nourriciers. Nous nous mobilisons depuis des années contre les grands projets d'artificialisation qui les ravagent, les complexes industriels qui les empoisonnent et les accaparent. Soyons clair-es, le mouvement actuel dans son hétérogénéité même, a été cette fois initié et largement porté par d'autres forces que les nôtres. Avec des objectifs affichés parfois différents, et d'autres dans lesquels nous nous retrouvons absolument. Quoi qu'il en soit, lorsque que les premiers blocages ont commencé, nous avons, depuis différents comités locaux, rejoint certains barrages et certaines actions. Nous sommes allé-es à la rencontre de paysan-nes et d'agriculteurs.rices mobilisé-es. Nous avons échangé avec nos camarades de différentes organisations paysannes pour comprendre leurs analyses de la situation. Nous nous sommes retrouvé-es nous-mêmes dans la digne colère de celles et ceux qui refusent de se résigner à leur extinction.

Nous ne pouvons que nous réjouir que la majorité des agriculteurs.rices bloquent le pays aujourd'hui. Qu'ils et elles soient représenté-es par la FNSEA et des patrons de l'agrobusiness dans les instances de négociation avec le gouvernement est consternant, à l'heure où les cadres du syndicat majoritaire sont copieusement sifflé-es sur certains blocages et où ce dernier ne peut plus retenir ses bases. De nombreuses personnes sur les barrages ne sont pas syndiquées et ne se sentent pas représentées par la FNSEA.

« Les deux tiers des entreprises agricoles n'ont pas, en termes économiques, de raison d'être. Nous sommes d'accord pour réduire le nombre d'agriculteurs » - Michel Debatisse, secrétaire général de la FNSEA , 1968

Fondé après guerre, ce syndicat hégémonique a accompagné le développement du système agro-industriel depuis des décennies, en co-gestion avec l'État. C'est ce système qui met la corde au cou des paysan-nes, qui les exploitent pour nourrir ses profits et qui finalement les poussent à s'endetter pour s'agrandir afin de rester compétitif-ves ou disparaître.

En 1968, Michel Debatisse, alors secrétaire général de la FNSEA avant d'en devenir le président, déclarait [1] : « Les deux tiers des entreprises agricoles n'ont pas, en termes économiques, de raison d'être. Nous sommes d'accord pour réduire le nombre d'agriculteurs ».

Mission plus que réussie : le nombre de paysan-nes et de salarié-es agricoles est passé de 6,3 millions en 1946, à 750 000 au dernier recensement de 2020. Tandis que le nombre de tracteurs dans nos campagnes augmentait d'environ 1000%, le nombre de fermes chutait lui de 70% et celui des actifs agricoles de 82% : autrement dit, ce sont plus de 4 actifs sur 5 qui ont quitté le travail agricole en seulement quatre décennies, entre 1954 et 1997. Et la lente hémorragie se poursuit aujourd'hui...

Alors que la taille moyenne d'une exploitation en France en 2020 est de 69 hectares, celle d'Arnaud Rousseau, actuel dirigeant de la FNSEA, ancien courtier et négociant tout droit sorti d'une business school, s'élève à 700 hectares et il est à la tête d'une quinzaine d'entreprises, de holdings et de fermes, président du conseil d'administration du groupe industriel et financier Avril (Isio4, Lesieur, Matines, Puget, etc.), directeur général de Biogaz du Multien, une entreprise de méthanisation, administrateur de Saipol, leader français de la transformation de graines en huile, président du conseil d'administration de Sofiprotéol...

Les cadres de la FNSEA tout comme les dirigeants des plus grosses coopératives agricoles - abondamment représentés par la « Fédé » et ses satellites - se gavent [1] : le revenu moyen mensuel des dix personnes les mieux

payées en 2020 au sein de la coopérative Eureden est de 11 500 Euros.

Les revenus moyens des agriculteurs brandis sur les plateaux et le mythe de l'unité organique du monde agricole masquent une disparité de revenus effarante et de violentes inégalités socio-économiques qui ne passent plus : les marges des petits producteurs ne cessent de s'éroder tandis que les bénéfices du complexe agro-industriel explosent.

Dans le monde, le pourcentage du prix de vente qui revient aux agriculteurs est passé de 40 % en 1910 à 7 % en 1997, selon l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO). De 2001 à 2022, les distributeurs et les entreprises agroalimentaires de la filière lait ont vu leur marge brute s'envoler de respectivement 188% et 64%, alors même que celle des producteurs stagne quand elle n'est pas simplement négative.

Une des raisons qui poussent le monde agricole à bloquer les autoroutes, à ouvrir des bouteilles de lait à Carrefour (Epinal-Jeuxkey) ou à bloquer les usines Lactalis (Domfront, Saint-Florent-le-Vieil, etc.), à labourer un parking (Clermont-l'Hérault), à bloquer le port de la Rochelle, à vider des camions venus de l'étranger, à asperger de lisier une préfecture (Agen), à retourner un Macdo (Agens), à ostrir c'est que les industriels intermédiaires de l'amont (fournisseurs, vendeurs d'agroéquipements, semenciers industriels, vendeurs d'intrants et d'aliments) et de l'aval des filières (les coopératives de collecte-distribution comme Lactalis, les industriels de la grande distribution et de l'agroalimentaire comme Leclerc) qui structurent le complexe agroindustriel les dépossèdent des produits de leur travail.

C'est ce pillage de la valeur ajoutée organisé par les filières qui explique, aujourd'hui, que sans les subventions qui jouent un rôle pervers de béquilles du système (en plus de profiter essentiellement aux plus gros) 50% des exploitant-es auraient un résultat courant avant impôts négatif : en bovins lait, la marge hors subvention qui était de 396Euros/ha en moyenne entre 1993 et 1997 est devenue négative à la fin des années 2010 (-16Euros/ha en moyenne), tandis que le nombre de paysans pris en compte par le Réseau d'information comptable agricole dans cette filière passe sur cette période de 134.000 à 74.000 [2]...

Les accords de libre échange internationaux (que dénoncent et la Confédération paysanne, et la Coordination rurale) mettent en concurrence les paysanneries du monde entier et ont accéléré ces déprédations économiques. Nous savons bien que, aujourd'hui, lorsque l'on parle de « libéralisation », de « gains de compétitivité », de « modernisation » des structures, c'est que des fermes vont disparaître, que la polyculture élevage va régresser (elle ne représente plus que 11% des exploitations actuellement), ne laissant plus qu'un désert vert de monocultures industrielles menées par des exploitant-es à la tête de structures toujours plus endettées de moins en moins maîtres d'un outil de travail et d'un compte en banque qui finit par n'appartenir plus qu'à ses créanciers.

Le constat est sans appel : moins il y a de paysan-nes, moins ils et elles peuvent gagner leur vie, sauf à agrandir toujours et encore leur surface d'exploitation, en dévorant au passage les voisin-es. Dans ces conditions, 'devenir chef d'entreprise' comme le promet la FNSEA, c'est en réalité se trouver dans la même situation qu'un chauffeur Uber qui s'est endetté jusqu'au cou pour acheter son véhicule alors qu'il dépend d'un donneur d'ordres unique pour réaliser son activité... Ajoutons à cela la brutalité du changement climatique (événements climatiques extrêmes, sécheresses, incendies, inondations...) et les dérèglements écologiques entraînant dans leur sillage la multiplication de maladies émergentes et autres épizooties, et le métier devient presque impossible, invivable, tant l'instabilité est grande.

Si nous nous soulevons, c'est en grande partie contre les ravages de ce complexe agro-industriel, avec le vif souvenir des fermes de nos familles que nous avons vu disparaître et la conscience aiguë des abîmes de difficultés que nous rencontrons dans nos propres parcours d'installation. Ce sont ces industries et les méga-sociétés cumulardes qui les accompagnent, avalant les terres et les fermes autour d'elles, accélérant le devenir firme de la production agricole, et qui ainsi tuent à bas bruit le monde paysan. Ce sont ces industries que nous ciblons dans nos actions depuis le début de notre mouvement - et non la classe paysanne.

Si nous clamons que la liquidation sociale et économique de la paysannerie et la destruction des milieux de vie sont étroitement corrélées - les fermes disparaissant au même rythme que les oiseaux des champs et le complexe agro-industriel resserrant son emprise tandis que le réchauffement climatique s'accélère - nous ne sommes pas dupes des effet délétères d'une certaine écologie industrielle, gestionnaire et technocratique.

La gestion par les normes environnementales-sanitaires de l'agriculture est à ce titre absolument ambiguë. À défaut de réellement protéger la santé des populations et des milieux de vie, elle a, derrière de belles intentions, surtout constitué un nouveau vecteur d'industrialisation des exploitations. Les investissements colossaux exigés par les mises aux normes depuis des années ont accéléré, partout, la concentration des structures, leur bureaucratisation sous contrôles permanents et la perte du sens du métier.

Nous refusons de séparer la question écologique de la question sociale, ou d'en faire une affaire de consommateurs responsables, de changement de pratiques individuelles ou de « transitions personnelles » : il est impossible de réclamer d'un éleveur piégé dans une filière hyperintégré qu'il bifurque et sorte d'un mode de production industriel, comme il est honteux d'exiger que des millions de personnes qui dépendent structurellement de l'aide alimentaire se mettent à « consommer bio et local ». Pas plus que nous ne voulons réduire la nécessaire écologisation du travail de la terre à une question de « réglementations » ou de « jeu de normes » : le salut ne viendra pas en renforçant l'emprise des bureaucraties sur les pratiques paysannes. Aucun changement structurel n'advient tant que nous ne déserrons pas l'étau des contraintes économiques et technocratiques qui pèsent sur nos vies : et nous ne pourrions nous en libérer que par la lutte.

Si nous n'avons pas de leçons à donner aux agriculteur-rices ni de fausses promesses à leur adresser, l'expérience de nos combats aux côtés des paysan-nes - que ce soit contre des grands projets inutiles et imposés, contre les méga-bassines, ou pour se réapproprier les fruits de l'accaparement des terres - nous a offert quelques certitudes, qui guident nos paris stratégiques.

L'écologie sera paysanne et populaire ou ne sera pas. La paysannerie disparaîtra en même temps que la sécurité alimentaire des populations et nos dernières marges d'autonomie face aux complexes industriels si ne se lève pas un vaste mouvement social de reprise des terres face à leur accaparement et leur destruction.

Si nous ne faisons pas sauter les verrous (traités de libre-échange, dérégulation des prix, emprise monopolistique de l'agro-alimentaire et des hypermarchés sur la consommation des ménages) qui scellent l'emprise du marché sur nos vies et l'agriculture. Si n'est pas bloquée la fuite en avant techno-solutionniste (le tryptique biotechnologies génétiques - robotisation - numérisation). Si ne sont pas neutralisés les méga-projets clés de la restructuration du modèle agro-industriel. Si nous ne trouvons pas les leviers adéquats de socialisation de l'alimentation qui permettent de sécuriser les revenus des producteurs et de garantir le droit universel à l'alimentation.

Nous croyons aussi à la fécondité et à la puissance des alliances imprévues. À l'heure où la FNSEA cherche à reprendre la main sur le mouvement - notamment en chassant de certains des points de blocage qu'elle contrôle tout ce qui ne ressemble pas à un agriculteur « syndiqué fédé » - nous croyons que le basculement peut venir de la rencontre entre les agriculteur-ices mobilisé-es et les autres franges du mouvement social et écologique qui se sont élevées ces dernières années contre les politiques économiques prédatrices du gouvernement. Le « corporatisme » a toujours fait le lit de l'impuissance paysanne. Comme la séparation d'avec les moyens de subsistance agricoles a souvent scellé la défaite des travailleur-ses.

Peut-être est-il temps de faire céder quelques murs. En continuant à renforcer certains points de blocage. En allant à la rencontre du mouvement pour celles et ceux qui n'y ont pas encore mis les pieds. En poursuivant ces prochains mois les combats communs entre habitant-es des territoires et travailleur-euses de la terre.

Les Soulèvements de la Terre - le 30 janvier 2024

(pots de Contre Attaque)